

CAI
TB
- B41Government
of CanadaGouvernement
du Canada

Blueprint *in Action*

Renewing services to Canadians through information and technology

No 1

The President of the Treasury Board presented the *Blueprint for Renewing Government Services Using Information Technology* in 1994 as a vision of how the government can deliver quality services to Canadians at reduced costs, by using information technology. This fact sheet is one of many examples that illustrates how the Treasury Board Secretariat is carrying out the *Blueprint*.

G-7 Government On-Line

In response to the growing world-wide interest in using on-line technology to reduce costs and improve service delivery, the G-7 countries recently agreed on areas where they can work together.

Led by Canada and the United Kingdom, the G-7 countries have embarked on the Government On-Line project, a collaborative effort to exchange best practices and information on using information technology to implement renewal initiatives.

Three G-7 Government On-Line projects being developed will be demonstrated during the G-7 summit in Halifax in mid-June. These include: a video conferencing facility; a World Wide Web Government On-Line home page that provides information on renewal initiatives in Canada and other countries; and an electronic messaging system that will be used in G-7 and other internationally sponsored projects.

Benefits to Canadians

At present, the Government On-Line project aims to promote co-operation between governments working on information technology-based renewal initiatives. The information shared among governments will ultimately benefit all Canadians.

By working together to make government services more accessible, the G-7 On-Line project will reduce the costs of providing these services, which will ultimately translate into savings for the taxpayer.

- For more information about the G-7 Government On-Line project, please call Mike Harrop at (613) 957-2494.





Mise en oeuvre du **Plan directeur**

*Le renouvellement des services aux Canadiens
grâce aux technologies et à l'information*

N^o 1

Le président du Conseil du Trésor a dit du Plan directeur pour le renouvellement des services à l'aide des technologies de l'information, en 1994, qu'il illustre la façon dont le gouvernement pourrait, dans l'avenir, offrir des services de qualité aux Canadiens, à moindre coût, en faisant appel aux technologies de l'information. La présente fiche documentaire est un des nombreux exemples de mise en application des principes du Plan directeur.

Accès direct aux données des pays du G-7

Étant donné que partout dans le monde, on s'intéresse de plus en plus à la technologie en direct pour réduire les coûts et améliorer la prestation des services, les pays du G-7 ont récemment convenu d'une mise en commun de leurs efforts dans certains domaines.

Avec, à leur tête, le Canada et le Royaume-Uni, les pays du G-7 se sont lancés dans un projet d'accès direct aux données gouvernementales, pour échanger des pratiques exemplaires et des informations sur le recours aux technologies de l'information dans la mise en oeuvre d'initiatives de renouvellement.

Trois projets d'accès direct aux données des pays du G-7 seront présentés à l'occasion du Sommet du G-7 qui se tiendra à Halifax, à la mi-juin : une

installation de vidéoconférence; une section de données gouvernementales, sur le *World Wide Web*, permettant de se renseigner sur les initiatives de renouvellement du Canada et des autres pays; un système de messagerie électronique qui sera utilisé dans le cadre de projets communs aux pays du G-7 et d'autres projets d'envergure internationale.

Avantages pour les Canadiens

À l'heure actuelle, le projet d'accès direct vise à favoriser la collaboration entre les gouvernements qui mettent en oeuvre des initiatives de renouvellement faisant appel aux technologies de l'information. En bout de ligne, ces données qu'échangeront les pays profiteront à tous les Canadiens.

Grâce à une mise en commun des efforts en vue de rendre plus accessibles les services gouvernementaux, le projet d'accès direct aux données des pays du G-7 permettra de réduire les coûts de la prestation des services, ce qui, à terme, se traduira par des économies pour les contribuables.

- Pour plus d'information au sujet du projet d'accès direct aux données des pays du G-7, prière de communiquer avec Mike Harrop au (613) 957-2494.

CAI
TB
- B41Government
of CanadaGouvernement
du Canada

Blueprint *in Action*



Renewing services to Canadians through information and technology

No 3

The President of the Treasury Board, Art Eggleton, presented the *Blueprint* in 1994 as a vision of how the government can deliver quality services to Canadians at reduced costs by using information technology. This fact sheet is one of many examples that illustrates how **Industry Canada** is carrying out the *Blueprint*.

SchoolNet - Enhancing School Opportunities

Within the last few years, developments in information technology have reshaped Canadian classrooms. To ensure Canadian youth take advantage of the learning and employment opportunities presented by acquiring a strong command of information technologies, Industry Canada coordinated the development of SchoolNet – an initiative supported by the provincial, territorial, and federal governments, the academic community, and Canadian industry.

Making use of Internet technologies, SchoolNet provides Canadian elementary and secondary schools with access to various national and international educational services and resources, including educationally relevant government programs and information.

SchoolNet services available to students and teachers include: electronic libraries and databases; an interactive mapping system; discussion groups for students and teachers; on-line access to over 400 scientists and engineers from around the world; direct, up-to-the-minute

electronic newsfeeds from a variety of national and international news sources; teacher-designed Internet-based innovative projects; on-line support; and much, much more.

SchoolNet - The Success

The original goal to electronically connect 300 Canadian schools by June 1994 was greatly exceeded, with more than 5,500 schools accessing SchoolNet services more than 4.4 million times as of June 1995. In response to SchoolNet's popularity, future plans include making SchoolNet available to all 16,500+ schools and 3,400 public libraries across Canada by the end of 1998.

Benefits to Canadians

The immediate benefits of SchoolNet are that it exposes the upcoming generation of Canadians to new technologies, provides them with marketable skill sets, and allows both students and teachers to access new information and ideas within seconds.

One of the most positive effects of exposing Canadian students to the wealth of information available on SchoolNet is that now, Canadian students can learn more about their cities, country and world.

- For more information about the SchoolNet program, please contact Elise Boisjoly, Director, SchoolNet Program, at 613-998-7166.



Mise en oeuvre du **Plan directeur**

*Le renouvellement des services aux Canadiens
grâce aux technologies et à l'information*

N^o 3

En 1994, le président du Conseil du Trésor, Art Eggleton, a présenté, dans le *Plan directeur pour le renouvellement des services gouvernementaux à l'aide des technologies de l'information*, une conception de la façon dont le gouvernement peut fournir des services de qualité aux Canadiens pour un coût réduit, en utilisant les technologies de l'information. La présente note d'information donne un exemple, choisi parmi beaucoup d'autres, de la façon dont **Industrie Canada** met en oeuvre le *Plan directeur*.

Le Réseau scolaire canadien - Ouvrir l'école

Au cours des dernières années, l'évolution des technologies de l'information a modifié le paysage scolaire canadien. Pour que les jeunes tirent profit des possibilités d'apprentissage et d'emploi offertes par une solide connaissance des technologies de l'information, Industrie Canada a coordonné l'élaboration du Réseau scolaire, avec l'appui des gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral, ainsi que de la communauté universitaire et de l'industrie.

Grâce à des technologies liées à Internet, le Réseau scolaire donne aux écoles primaires et secondaires canadiennes un accès à divers services et ressources éducatifs nationaux et internationaux, y compris les programmes et les sources d'information gouvernementales pertinents.

Les services que le Réseau scolaire offre aux étudiants et aux enseignants comprennent : des bibliothèques et des bases de données électroniques; un système de cartographie interactif; des groupes de discussion pour les élèves et les enseignants; un accès direct à plus de 400

savants et ingénieurs du monde entier; des nouvelles électroniques presque instantanées de diverses sources d'information nationales et internationales; des projets novateurs conçus par des enseignants sur la base d'Internet; un soutien en direct; et beaucoup, beaucoup plus.

Le Réseau scolaire : Sa réussite

Le but initial, qui était de relier électroniquement 300 écoles canadiennes d'ici juin 1994, a été dépassé de beaucoup, puisqu'en juin 1995, plus de 5 500 écoles avaient sollicité les services du Réseau plus de 4 400 000 fois. Compte tenu de la popularité du Réseau scolaire, il est prévu de le rendre disponible aux 16 500 et quelques écoles et 3 400 bibliothèques publiques du Canada d'ici la fin de 1998.

Les avantages pour les Canadiens

Les avantages immédiats du Réseau sont qu'il met les jeunes canadiens en contact avec les technologies nouvelles, leur permet d'acquérir des compétences commercialisables, et permet aux étudiants comme aux enseignants de prendre connaissance, à la vitesse de l'éclair, d'idées nouvelles et de renseignements récents.

L'un des principaux avantages du fait que les étudiants canadiens soient en contact avec le trésor de renseignements disponibles sur le Réseau scolaire, c'est qu'ils peuvent maintenant en apprendre davantage sur leurs villes, leur pays et le monde.

- Pour plus de renseignements sur le Réseau scolaire canadien, veuillez communiquer avec Elise Boisjoly, directrice, programme du Réseau scolaire canadien, au (613) 998-7166.

Government
of CanadaGouvernement
du Canada

CAI TB -B41 Blueprint *in Action*



Renewing services to Canadians through information and technology

No 4

The President of the Treasury Board, Art Eggleton, presented the *Blueprint for Renewing Government Services Using Information Technology* in 1994 as a vision of how the government can deliver quality services to Canadians at reduced costs by using information technology. This fact sheet highlights one example of how the Treasury Board Secretariat is carrying out the *Blueprint*.

Innovation and Quality Exchange Program (IQE)

Recent advances in communications technology have enabled people from around the world to freely and easily share their expertise, experiences, and advice. One way that the Canadian government is capitalizing on this expanding world of information sharing is by developing and maintaining the IQE.

The IQE is a growing electronic repository of success stories from around the world that is accessible through the InterNet. Because these stories from both the public and private sectors contain tangible results from real programs, people tapping into the IQE can use these examples as benchmarks against which to measure the success of their own programs.

By providing the opportunity for CEO's, government department heads, and managers to compare their practices with those of their colleagues throughout

the world, the IQE plays an important role in developing more cost-effective business practices and better services to the public.

The IQE can be accessed through the Treasury Board's Internet home page at:

<http://www.tbs-sct.gc.ca>.

Benefits to Canadians

The IQE's greatest benefit to Canadians is that it will serve as one of the catalysts in transforming government. The IQE will help the Canadian government deliver more cost-effective, accessible, and streamlined services. The search functions in the IQE are organized along business lines to help readers locate stories related to common types of services. Finally, because items submitted for posting on the IQE are verified for accuracy and relevancy, the stories will be appropriate, pertinent and current.

With the ability to draw on the experiences of others, decision-makers and innovators will be able to make more informed and insightful decisions. If it is true that knowledge is power, then the IQE is an empowering vehicle that provides Canadian decision makers with more information to help them make better decisions.

- For more information on the Innovation and Quality Exchange program, please call Adel Shalaby, Project Manager, at (613) 957-2493.



Mise en oeuvre du **Plan directeur**

*Le renouvellement des services aux Canadiens
grâce aux technologies et à l'information*

N° 4

Le président du Conseil du Trésor, Art Eggleton, a dit du *Plan directeur pour le renouvellement des services gouvernementaux à l'aide des technologies de l'information*, en 1994, qu'il illustre la façon dont le gouvernement pourrait, dans l'avenir, offrir des services de qualité aux Canadiens, à moindre coût, en faisant appel aux technologies de l'information. La présente fiche documentaire est un exemple de mise en application des principes du *Plan directeur*.

Programme d'échange de qualité et d'innovation (EQI)

Les récents progrès dans le domaine de la technologie des communications permettent à des gens des quatre coins de la planète de partager librement et facilement des ressources techniques, des expériences et des conseils. En élaborant et en soutenant le programme d'EQI, le gouvernement canadien met à profit cette tendance grandissante vers la mise en commun de l'information.

Le programme d'EQI consiste en une logithèque de réussites, un peu partout dans le monde, à laquelle on peut accéder par le réseau InterNet. Comme ces exemples en provenance des secteurs public et privé présentent les résultats concrets de programmes véritables, les gens qui mettent à profit l'EQI peuvent s'en servir pour mesurer le succès de leurs propres programmes.

En donnant aux premiers dirigeants, aux administrateurs généraux, chefs de service et gestionnaires l'occasion de comparer leurs

pratiques avec celles de leurs collègues du monde entier, l'EQI joue un rôle important dans la mise au point de pratiques plus rentables et la prestation de meilleurs services au public.

Vous pouvez avoir accès à l'information sur l'EQI grâce à la page d'accueil du Conseil du Trésor sur Internet dont l'adresse est :

<http://www.tbs-sct.gc.ca>.

Avantages pour les Canadiens

L'avantage principal de l'EQI, pour les Canadiens, est qu'il sera l'un des déclencheurs de la transformation du gouvernement. Ce programme aidera le gouvernement canadien à dispenser des services plus rentables, plus accessibles et rationalisés. Les fonctions de recherche de l'EQI sont organisées par secteurs d'activité, pour aider les lecteurs à trouver des cas associés à des services courants. Enfin, l'exactitude et la pertinence de tout ce qui figure dans l'EQI étant vérifiées, les exemples sont valables, pertinents et actuels.

Forts de cette possibilité de tirer profit des expériences des autres, les décideurs et innovateurs seront en mesure de prendre des décisions plus éclairées. S'il est vrai que le pouvoir découle de la connaissance, alors l'EQI est un outil susceptible d'habiliter les décideurs canadiens à prendre de meilleures décisions.

- Pour plus d'information sur le programme Échange de qualité et d'innovation, prière de communiquer avec Adel Shalaby, Chef du projet, au (613) 952-8685.



Blueprint *in Action*

Renewing services to Canadians through information and technology

No 5

The President of the Treasury board, Art Eggleton, presented the *Blueprint for Renewing Government Services Using Information Technology* in 1994 as a vision of how the government can deliver quality services to Canadians at reduced costs by using information technology. This fact sheet is one of many examples that illustrates how **Governments across Canada** are carrying out the *Blueprint*.

Canadian Governments On-Line (CGOL)

Governments all across Canada are facing the same challenge of trying to deliver quality services to the public, while living within the reality of decreasing budgets. As part of a solution, many governments are exploring how information technology can be used to make government services more accessible and less expensive.

Operating as a joint initiative of the government of Canada, the Provinces, the Territories and local governments, the Canadian Governments On-Line project is developing an electronic catalogue of current or upcoming on-line services provided by the various levels of government. The catalogue combines information about these on-line services with best practise notes which are relevant to both Canadian businesses and foreign organizations.

A major focus of the catalogue is to provide governments across Canada with a reference guide to the various on-line programs offered across the country. This will help avoid duplication of services and eliminate unnecessary spending.

Another positive outcome of the CGOL project is that Canadian governments are able to identify new areas and projects where different levels of government can work together. Through a sharing of expertise and resources, new projects will be undertaken which will ultimately benefit all Canadians.

Benefits to Canadians

As a common collection of information about on-line services, the catalogue is designed to be a tool that identifies where intergovernmental co-operative efforts could improve the delivery of services offered to Canadians; minimise duplication of services across government departments and jurisdictions; and ultimately reduce total costs to the taxpayers they serve.

The catalogue also functions as a gateway into the various on-line services and information networks that Canadian governments offer. By having all of the necessary information in a central location, Canadians will save time and effort accessing government services.

- For more information about the Canadian Governments On-Line project, please contact André Fauchon, Canadian Governments On-Line Project Manager, at (613) 952-3307.





Mise en oeuvre du **Plan directeur**

*Le renouvellement des services aux Canadiens
grâce aux technologies et à l'information*

N° 5

En 1994, le président du Conseil du Trésor, Art Eggleton, a présenté, dans le *Plan directeur pour le renouvellement des services gouvernementaux à l'aide des technologies de l'information*, une conception de la façon dont le gouvernement peut fournir des services de qualité aux Canadiens pour un coût réduit, en utilisant les technologies de l'information. La présente note d'information donne un exemple, choisi parmi beaucoup d'autres, de la façon dont les **gouvernements du Canada** mettent en oeuvre le *Plan directeur*.

Les gouvernements canadiens en direct (GCED)

Tous les gouvernements du Canada doivent résoudre la difficulté de fournir des services de qualité à la population avec des budgets toujours réduits. Pour ce faire, de nombreux gouvernements étudient comment les technologies de l'information pourraient rendre les services gouvernementaux plus accessibles et moins coûteux.

Action conjointe du gouvernement du Canada, des provinces, des territoires et des administrations locales, le projet «Gouvernements canadiens en direct» consiste à dresser un catalogue électronique des services d'information en direct actuels et futurs fournis par les gouvernements des divers paliers. Le catalogue contient des renseignements sur ces services en direct, assortis de notes sur les pratiques d'excellence pertinentes pour les entreprises canadiennes ainsi que pour les organisations étrangères.

L'une des principales fonctions du catalogue est de constituer pour les gouvernements du Canada un guide de référence des différents programmes en direct offerts dans le pays. Cela permettra d'éviter les redondances et de supprimer les dépenses inutiles.

L'un des autres avantages du projet GCED est que les gouvernements canadiens sont en mesure de déterminer les nouveaux secteurs et projets relativement auxquels les différents paliers de gouvernement peuvent collaborer. Grâce au partage de l'expertise et des ressources, de nouveaux projets qui bénéficieront ultimement à tous les Canadiens seront entrepris.

Les avantages pour les Canadiens

Source commune de renseignements sur les services en direct, le catalogue est conçu pour être un outil permettant de déterminer les secteurs où la collaboration entre les gouvernements peut permettre d'améliorer la prestation des services aux Canadiens, de réduire les redondances entre les services administrés par les divers ministères et autorités, et, en fin de compte, de réduire le coût total supporté par les contribuables.

Le catalogue sert également d'introduction aux divers réseaux d'information en direct et services offerts par les gouvernements du Canada. Grâce à la centralisation des renseignements, les Canadiens accèderont plus rapidement et plus facilement aux services gouvernementaux.

- Pour plus de renseignements sur le projet Gouvernements canadiens en direct, veuillez communiquer avec André Fauchon, chef du projet Gouvernements canadiens en direct, au (613) 9523307.



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Mise en oeuvre du Plan directeur

*Le renouvellement des services aux Canadiens
grâce aux technologies et à l'information*

RECEIVED NOV 20 1995

N° 6

En 1994, le président du Conseil du Trésor, M. Art Eggleton, présentait le *Plan directeur pour le renouvellement des services gouvernementaux à l'aide des technologies de l'information* comme une vision sur la façon dont le gouvernement procéderait pour améliorer ses services au moyen des technologies de l'information. Grâce à ce plan directeur, la fonction publique deviendrait plus ouverte à ses clients et satisfait mieux leurs besoins, tout en réduisant les coûts.

Le présent feuillet d'information décrit l'un des moyens choisis par Revenu Canada pour améliorer la prestation de ses services. Il fait partie d'une série de feuillets semblables qui décrivent la façon dont les ministères fédéraux mettent en oeuvre le plan directeur.

Un nouveau numéro d'entreprise unique

Le numéro d'entreprise (NE) est un nouveau numéro unique qui vient remplacer les nombreux numéros que les entreprises devaient utiliser auparavant pour faire affaire avec le gouvernement. Il s'applique aux quatre comptes principaux de Revenu Canada, soit l'impôt sur les sociétés, les retenues à la source, la TPS et les versements de droits de douane. Auparavant, les entreprises devaient transmettre séparément au gouvernement des données pour chacun des comptes, ce qui supposait de nombreuses formalités administratives.

Maintenant, les renseignements visant les quatre comptes sont consignés dans une vaste base de données qu'on peut consulter en utilisant un seul numéro de référence – le NE. Ce nouveau numéro, en plus de faire épargner beaucoup de temps, réduit de beaucoup le travail à effectuer au début et à la fin du processus, c.-à-d. pour les gens d'affaires qui fournissent les renseignements et les employés fédéraux qui les recueillent et en assurent la gestion.

Rationalisation du service

Conforme au principe du guichet unique, le NE illustre bien comment Revenu Canada facilite les rapports entre le monde des affaires et le gouvernement.

Pour assurer une plus grande efficacité, de nombreuses formalités liées au NE ont été simplifiées. Tout d'abord, un nouveau formulaire d'inscription remplace les quatre que l'on utilisait auparavant pour les quatre comptes du système NE. Ainsi, une entreprise n'a qu'un seul appel à faire, ou un seul formulaire à remplir, pour obtenir un NE et ouvrir tous les comptes dont elle a besoin.

En outre, Revenu Canada a installé des guichets d'affaires dans ses bureaux les mieux situés, où les titulaires de NE peuvent obtenir des renseignements et mettre à jour leurs comptes.

Comment s'inscrit-on?

Les entreprises existantes ont jusqu'au 31 décembre 1996 pour convertir leur comptes au nouveau système. Il suffit pour cela de nous communiquer vos numéros de comptes d'affaires actuels et de choisir une date d'entrée en vigueur de votre NE. Il n'est pas nécessaire de se réinscrire.

Les nouvelles entreprises auront automatiquement un NE quand elles ouvriront l'un des quatre comptes du système NE.

- Demande de renseignements des médias :
Michel Cléroux, Relations avec les médias,
Revenu Canada, (613) 957-3504.
- Pour convertir un compte, veuillez communiquer avec Revenu Canada, en composant le 1-800-959-8299 pour obtenir des services en français, ou le 1-800-959-8297, pour obtenir des services en anglais.



CAI TB -B41 Blueprint *in Action*



Renewing services to Canadians through information and technology

No 6

Treasury Board President Art Eggleton presented the *Blueprint for Renewing Government Services Using Information Technology* in 1994 as a vision of how the government can enhance its services through the use of information technology. While reducing costs, the Blueprint will make for a Public Service that is more accessible and better tuned to client's needs.

This fact sheet outlines one of the ways Revenue Canada is improving service. It is part of a series that describes how federal departments are putting the Blueprint into action.

A New Single Business Number

The Business Number (BN) is a new single number system that replaces the multiple numbers businesses previously used to deal with the government. The BN integrates Revenue Canada's four major business accounts – corporate income tax, payroll deductions, GST and import/export accounts. Previously, the government collected information from businesses for each account separately, making for a great deal of paperwork.

Now, information pertaining to the four accounts is shared and is accessible by using one reference number – the BN. This cuts down on the work and time spent by people at both ends of the process – the business people who supply the information, and the federal employees who collect and administer it.

A Streamlined Service

As a "one-stop" service, the BN system illustrates well how Revenue Canada is streamlining transactions between business and government.

In the spirit of efficiency, many aspects of these transactions have been improved upon – for one, one new business registration form has replaced the four separate forms previously used for the four business accounts in the BN system. This means that businesses can call once, or fill out one form, to get a BN and to open all the accounts they require.

And, Revenue Canada has created Business Windows – bureaus, set up in the most conveniently located Revenue Canada offices, where BN holders can make inquiries and update their accounts.

How Do I Get a BN?

For existing businesses, the deadline to convert your accounts to the BN system is December 31, 1996. The process involves providing your business's current account numbers and choosing a date for your BN to take effect. There is no need to re-register the accounts.

New businesses will automatically get a BN when they register for one of the four accounts in the BN system.

- Media enquiries: Michel Cléroux, Revenue Canada media relations, (613) 957-3504.
- To convert your accounts to the BN, phone Revenue Canada at 1-800-959-8297 (English service) or 1-800-959-8299 (French service).



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Blueprint *in Action*



Renewing services to Canadians through information and technology

No 7

Treasury Board President Art Eggleton presented the *Blueprint for Renewing Government Services Using Information Technology* in 1994 as a vision of how the government can enhance its services through the use of information technology. While reducing costs, the Blueprint will make for a Public Service that is more accessible and better tuned to client's needs.

This fact sheet outlines one of the ways Natural Resources Canada is improving service. It is part of a series that describes how federal departments are putting the Blueprint into action.

National Atlas Information Service/Geomatics Canada (NAIS)

Maps. We'd be lost without them ... literally. This is especially true in a country whose geography is as vast and varied as Canada's.

Understanding our geography has become a complex activity. Increasingly, the condition of the land is affected by modern life – by everything from transportation methods to the environment.

For those who want to explore the wide world of geography and maps, the National Atlas Information Service has created an Internet-based network that provides a range of Canadian geographical information and resources. Accessible through the World Wide Web, the NAIS Web site also taps into material relating geography to the environment, biodiversity, the economy and pollution.

NAIS gives you access to numerous maps, and you can even use the service to create your own maps. If you'd like to create an image that shows where an endangered animal lives, for instance, you can call up a map of Canada and then ask the system to overlay it with the range of the animal. To date, over 100,000 maps have been fashioned on the NAIS Web site.

The NAIS also offers the Our Home atlas of Canadian communities in which students from rural, urban and Aboriginal communities offer vivid descriptions of life in their part of Canada.

In co-operation with Industry Canada, a special National SchoolNet Atlas is being developed. It will make all the NAIS information available to 16,000 schools and 1,000 rural and Aboriginal communities within the next three years.

The NAIS can be accessed on the World Wide Web at:
<http://www-nais.ccm.emr.ca>.

A Comprehensive Overview

Appropriate for students, teachers, businesses and government departments, the NAIS is available at the cost of a link to the Internet.

As an example of information sharing through information technology, the NAIS is a remarkable tool that supplies Canadians with a comprehensive overview of their geography.

- For more information about the National Atlas Information Service, please contact Peter Paul (for English service) at (613) 943-0572 or Joanne Frappier (pour service en français) at (613) 992-4342.



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Mise en oeuvre du **Plan directeur**

*Le renouvellement des services aux Canadiens
grâce aux technologies et à l'information*

N° 7

Le président du Conseil du Trésor, M. Art Eggleton, présentait en 1994 le *Plan directeur pour le renouvellement des services gouvernementaux à l'aide des technologies de l'information*, comme une vision sur la façon dont le gouvernement procéderait pour améliorer ses services au moyen des technologies de l'information. Grâce à ce Plan directeur, la fonction publique est devenue plus ouverte à ses clients et satisfait mieux leurs besoins, tout en réduisant les coûts.

Le présent feuillet d'information décrit l'un des moyens choisis par *Ressources naturelles Canada* pour améliorer la prestation de ses services. Il fait partie d'une série de feuillets semblables, qui décrivent la façon dont les ministères fédéraux mettent en oeuvre le Plan directeur.

Système d'information de l'Atlas national/Géomatique Canada (SIAN)

Les cartes géographiques. Nous serions tous perdus sans elles... littéralement. Cela est d'autant plus vrai dans un pays à la géographie aussi vaste et diversifiée que le Canada.

Comprendre la géographie de notre pays est devenu une activité complexe. Les conditions de vie moderne – depuis les méthodes de transport jusqu'à l'environnement, transforment de plus en plus le coin de terre que nous habitons.

Pour les personnes qui désirent explorer le vaste univers de la géographie et des cartes, le Service d'information de l'Atlas national a établi un réseau sur Internet, qui offre toute une gamme de renseignements sur la géographie et les ressources du Canada. Accessible par le World Wide Web, le réseau SIAN permet également d'obtenir des renseignements faisant le lien entre la géographie et l'environnement, la biodiversité, l'économie et la pollution.

Le SIAN permet aussi de consulter et même de créer ses propres cartes. Si vous désirez, par exemple, faire la carte des endroits où vit un animal menacé d'extinction, il suffit de porter à l'écran une carte du Canada et de demander ensuite au système de lui superposer les lieux d'habitat de cet animal. À l'heure actuelle, plus de 100 000 cartes ont ainsi été créées.

Le SIAN contient également l'atlas *Notre foyer* des communautés canadiennes, dans lequel des étudiants de collectivités rurales, urbaines et autochtones du Canada décrivent la vie dans leur coin de pays.

En outre, un atlas national spécial est en cours d'élaboration pour le Réseau scolaire, en collaboration avec Industrie Canada, qui mettra l'information versée sur SIAN à la disposition de 16 000 écoles et de 1 000 collectivités rurales et autochtones, d'ici trois ans.

On peut consulter le SIAN par le biais du World Wide Web, à l'adresse suivante : <http://www-nais.ccm.emr.ca>.

Vue d'ensemble

Très utile pour les étudiants, les enseignants, les gens d'affaires et les ministères gouvernementaux, le SIAN ne coûte qu'un abonnement à Internet.

Très bon exemple de diffusion de l'information par le biais des technologies de l'information, le SIAN est un outil remarquable qui permet aux Canadiens d'obtenir une vue d'ensemble de leur géographie.

- Pour tout renseignement complémentaire sur le Système d'information de l'Atlas national, veuillez communiquer avec Peter Paul, au (613) 943-0572, pour obtenir des services en anglais, ou avec Joanne Frappier, au (613) 992-4342, pour obtenir des services en français.

CAI
T3
-841



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Blueprint *in Action*



Renewing services to Canadians through information and technology

No 8

Treasury Board President Art Eggleton presented the *Blueprint for Renewing Government Services Using Information Technology* in 1994 as a vision of how the government can enhance its services through the use of information technology. While reducing costs, the Blueprint will make for a Public Service that is more accessible and better tuned to clients' needs.

This fact sheet outlines one of the ways that federal departments are improving service. It is part of a series that describes how the federal government is carrying out the Blueprint.

The Business Impact Test (BIT)

Regulations can be very useful in helping to ensure health, safety and environmental protection for Canadians. The way we regulate also affects how businesses survive, invest and grow. This, in turn, has a direct effect on economic growth, jobs and living standards. The challenge is to find less costly ways to deliver effective regulatory protection to Canadians.

The BIT is an innovative software program that is specifically designed to help governments and the private sector work together to meet this challenge. It is a very cost-effective way for governments to consult with the private sector to find lower-cost ways to deliver regulatory services to Canadians.

Developed in partnership by the **Treasury Board Secretariat**, the **Canadian Manufacturers' Association** and **Industry Canada**, the BIT is an electronic questionnaire that gives businesses an opportunity to explain how a regulation affects them. It collects information about such things as market opportunities, investment and employment, technology transfer, strategic planning and bottom-line costs. It also examines issues of regulatory overlap and duplication, compliance and enforcement, and alternative approaches.

The electronic questionnaire is free and can take as little as an hour or two to complete. The full BIT software, which sells for \$299, provides a complete analytical system to help users examine and present the results from the questionnaires.

By providing a wealth of information which has been difficult and expensive to obtain through traditional consultation, the BIT helps governments and the private sector to work together to design sensible regulations that cost Canadians less.

The Business Impact Test – a lower-cost way to find lower-cost solutions.

- For more information about the Business Impact Test, please contact Jim Martin, Regulatory Affairs, Treasury Board Secretariat, at (613) 952-3460.



Mise en oeuvre du **Plan directeur**

*Le renouvellement des services aux Canadiens
grâce aux technologies et à l'information*

N° 8

Le président du Conseil du Trésor, M. Art Eggleton, présentait en 1994 le *Plan directeur pour le renouvellement des services gouvernementaux à l'aide des technologies de l'information*, comme une vision sur la façon dont le gouvernement procéderait pour améliorer ses services au moyen des technologies de l'information. Grâce à ce Plan directeur, la fonction publique est devenue plus ouverte à ses clients et satisfait mieux leurs besoins, tout en réduisant les coûts.

Le présent feuillet d'information décrit l'un des moyens choisis par les ministères fédéraux pour améliorer la prestation des services. Il fait partie d'une série de feuillets semblables, qui décrivent la façon dont le gouvernement fédéral met en oeuvre le Plan directeur.

Test de l'impact sur les entreprises (TIE)

Les règlements sont très utiles, car ils contribuent à assurer aux Canadiens la protection de la santé, de la sécurité et de l'environnement. Cependant les règlements que nous adoptons ont une incidence sur les méthodes qu'une entreprise met en oeuvre pour survivre, investir et prendre de l'expansion, ce qui, à son tour, influe directement sur la croissance économique, la création d'emplois et le niveau de vie. Le défi auquel nous faisons face consiste à trouver des méthodes moins coûteuses pour prendre les règlements qui visent à protéger les Canadiens.

Le TIE est un logiciel innovateur qui a été spécialement conçu pour aider les gouvernements et le secteur privé à collaborer pour relever ce défi. Ce programme constitue un moyen très économique pour les gouvernements de consulter le secteur privé, en vue de trouver des méthodes moins onéreuses de fournir aux Canadiens les services de réglementation dont ils ont besoin.

Conçu dans le cadre d'un partenariat entre le **Secrétariat du Conseil du Trésor**, l'**Association des manufacturiers canadiens** et **Industrie Canada**, le TIE est un questionnaire électronique qui fournit l'occasion aux entreprises d'expliquer la façon dont elles sont touchées par les règlements. Ce programme permet de recueillir de l'information sur différents sujets, tels que les débouchés commerciaux, les investissements, l'emploi, le transfert de la technologie, la planification stratégique et les coûts nets. Le programme s'arrête aussi à des questions de réglementation telles que les chevauchements et les dédoublements, l'observation et l'exécution, ainsi que les autres approches possibles dans ce domaine.

L'accès à ce questionnaire électronique est gratuit et il peut être rempli en moins d'une ou deux heures. Le logiciel TIE complet, qui se vend 299 \$, consiste en un système d'analyse complet qui aide les utilisateurs à examiner et à présenter les résultats des questionnaires.

En fournissant une foule d'informations qu'il serait difficile et coûteux d'obtenir par les processus de consultation habituels, le TIE aide les gouvernements et le secteur privé à collaborer à la conception d'un système de réglementation efficace et moins onéreux pour les Canadiens.

Le Test de l'impact sur les entreprises - un moyen peu coûteux de trouver des solutions peu coûteuses.

- Renseignements au sujet du Test de l'impact sur les entreprises : veuillez communiquer avec Jim Martin, des Affaires réglementaires, au Secrétariat du Conseil du Trésor, au (613) 952-3460.

Blueprint *in Action*

Government
Publications

No 9

Renewing services to Canadians through information and technology

THE CANPASS-AIRPORT PROGRAM

Every day, tens of thousands of travellers in Canada's international airports have to go through customs clearance before they can enter the country.

A new program that uses advanced-card technology will speed up this process for low-risk, frequent travellers. In October 1995, the federal government began testing the CANPASS-Airport program at the Vancouver International Airport. Under the program, travellers carry a card that is electronically coded with their fingerprint to ensure they are the rightful owner. The card allows them to bypass the regular customs interview and to use an automatic gate instead. Canadian CANPASS-Airport participants must also use a special self-declaration system to declare the goods they are importing. The process is expected to shave 80 per cent off the time it usually takes a traveller to clear customs.

The program is a joint initiative of Revenue Canada, Citizenship and Immigration Canada, and the Canadian Passport Office (an agency of the Department of Foreign Affairs and International Trade). CANPASS-Airport is one of the initiatives launched since the Canada-U.S. Accord on Our

Shared Border was released during Prime Minister Jean Chrétien's and U.S. President Bill Clinton's summit in February 1995. In 1996, the government expects CANPASS-Airport to be available at international airports across Canada and to be integrated with similar American programs.

The CANPASS-Airport program is open to citizens and permanent residents of Canada and the United States. Canadian participants must have no record of criminal activities or illegal customs or immigration activities. Americans must meet the usual visitor or immigration requirements. A \$50 fee is required for each application to cover administration costs.

SPEEDY CLEARANCE, BETTER ENFORCEMENT

CANPASS-Airport is one of the ways federal departments are streamlining routine processing and cutting red tape. Speedy clearance of law-abiding travellers frees up customs officers to concentrate on preventing criminal activity such as drug or arms smuggling. CANPASS-Airport participants, like other travellers, will undergo spot checks and customs officers will monitor the automatic gate.

Treasury Board President Art Eggleton presented the *Blueprint for Renewing Government Services Using Information Technology* in 1994 as a vision of how the government can enhance its services through the use of information technology. While reducing costs, the Blueprint will make for a Public Service that is more accessible and better tuned to clients' needs.

This fact sheet is part of a series that describes how federal departments are putting the Blueprint into action.

...

For more information on the Blueprint in Action series, please call Daniel Lavoie, Treasury Board Communications, at (613) 957-2428.

This document is also available on the Internet at
<http://www.intergov.gc.ca/IGDOCLIB/FEDGOV/biaindex.html>

- For more information, please contact Stuart MacPherson, Traveller Processing Projects Division, Revenue Canada, at (613) 952-6106.



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Canada

Mise en oeuvre du **Plan directeur**

*Le renouvellement des services aux Canadiens
grâce aux technologies et à l'information*

N° 9

LE PROGRAMME CANPASS – AÉROPORTS

Chaque jour, des dizaines de milliers de voyageurs arrivent dans les aéroports internationaux du Canada et doivent subir une inspection douanière avant d'entrer au pays.

Un nouveau programme utilisant une technologie avancée de cartes à mémoire permettra d'accélérer ce processus pour les grands voyageurs présentant un faible risque d'infraction. En octobre 1995, le gouvernement fédéral mettait le programme CANPASS – Aéroports à l'essai à l'aéroport international de Vancouver. Les voyageurs qui participent à ce programme disposent d'une carte codée électroniquement avec leurs empreintes digitales, ce qui permet de s'assurer qu'ils en sont bien les titulaires. Avec cette carte, ils peuvent éviter l'inspection douanière régulière et passer par une porte automatique spéciale. Les participants de nationalité canadienne doivent également utiliser un système d'auto-déclaration particulier pour déclarer les marchandises qu'ils importent. On prévoit que ce processus permettra de réduire de 80 p. 100 le temps qu'il faut habituellement pour remplir les formalités douanières.

Le programme est un projet conjoint de Revenu Canada, de Citoyenneté et Immigration Canada et du Bureau canadien des passeports, organisme relevant du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Il constitue l'une des initiatives lancées

depuis l'annonce, en février 1995, de l'Accord du Canada et des États-Unis sur leur frontière commune par le premier ministre Jean Chrétien et le président des É.-U., Bill Clinton. Le gouvernement prévoit qu'il sera mis en application dans tous les aéroports internationaux canadiens en 1996 et qu'il sera intégré à des programmes américains semblables.

Le programme CANPASS – Aéroports est offert aux citoyens et aux résidents permanents du Canada et des États-Unis. Les participants canadiens ne doivent pas avoir de casier judiciaire ni avoir commis d'infraction à la législation douanière ou à celle de l'immigration. Quant aux Américains, ils doivent répondre aux critères habituels en matière de tourisme et d'immigration. Des frais d'inscription de 50 \$ permettent de couvrir les coûts d'administration.

DÉDOUANEMENT RAPIDE, AMÉLIORATION DE LA MISE EN APPLICATION

Le programme CANPASS – Aéroports est l'un des moyens qui permettent aux ministères de rationaliser les processus routiniers et d'éliminer des formalités. Le dédouanement rapide des voyageurs respectueux de la loi libérera les douaniers et leur permettra de se concentrer sur la prévention d'activités criminelles comme le trafic de stupéfiants ou d'armes. Les

En 1994, le président du Conseil du Trésor, M. Art Eggleton, présentait le *Plan directeur pour le renouvellement des services gouvernementaux à l'aide des technologies de l'information* comme une vision de la façon dont le gouvernement peut améliorer ses services au moyen des technologies de l'information. Grâce à ce Plan directeur, la fonction publique deviendra plus ouverte à ses clients et plus sensible à leurs besoins tandis que les coûts diminueront.

Les bulletins de cette série décrivent la façon dont les ministères fédéraux mettent en oeuvre le Plan directeur.

• • •

Pour en savoir davantage sur la série *Mise en oeuvre du Plan directeur*, veuillez vous adresser à Daniel Lavoie, au service des Communications du Conseil du Trésor, au (613) 957-2428.

Ce document est également disponible sur le réseau

Internet au :

<http://www.intergov.gc.ca/IGDOCLIB/FEDGOV/biaindex.html>

participants au programme CANPASS, comme les autres voyageurs, seront soumis aux vérifications de sécurité d'usage, et les douaniers contrôleront la porte automatique.

- Pour tout renseignement complémentaire, veuillez communiquer avec Stuart MacPherson, la division des projets de traitement des voyageurs, Revenu Canada, au (613) 952-6106.



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

Blueprint *in Action*

Gov
Publi

No 10

Renewing services to Canadians through information and technology

TOUCH-SCREEN SELF-SERVE KIOSKS

A self-serve approach holds two advantages for some federal programs: it improves service to clients and keeps administrative costs down.

Human Resources Development Canada (HRDC) is applying the self-serve method at its Canada Employment Centres (CECs). For several years now, people who visit these centres for assistance and information about employment have been able to use computers and software to help them search for work or apply for unemployment insurance.

Throughout 1996, HRDC will be improving these electronic tools so that job-seekers and others looking for employment information will be able to get that information more quickly and easily. The department is installing "touch-screen" technology in CECs across the country. As their name suggests, the touch-screen kiosks operate by prompting you to touch the area on the screen that links to the information you want. The new kiosks will also use sound and graphics to guide you to the type of information you're looking for.

While most of the new kiosks will be located in CECs, some will be in the offices of social service agencies.

HELPFUL EMPLOYMENT INFORMATION

HRDC is preparing three of its popular information programs for

touch-screen use. One is the JobBank application, which lets you automatically link together the kinds of things people consider when they look for a job, such as type of work and where that work is available.

Another application is Appli-Touch, which allows you to apply for unemployment insurance. Many applicants will find this electronic form easier to use than the paper version, and it keeps processing costs down.

Labour Market Information is the third application the touch-screen kiosks will offer. While the JobBank tells you about job openings, Labour Market Information lets you know which employers and types of industries may hire someone with your occupational background. Although they may not be actively seeking new employees, if you're looking for work the system can help you target the companies you should send your résumé to. It also gives you a good idea of the kinds of occupations that are in demand and the ones that are in decline, which can help you make better career decisions.

The self-serve kiosks do more than supply valuable information. They also free up CEC staff so they can spend more time helping people who have unique employment concerns.

HRDC plans to make the touch-screen kiosks even more useful in 1997. Among the features that will begin to be available at that time are an Electronic Labor Exchange that

Treasury Board President Art Eggleton presented the *Blueprint for Renewing Government Services Using Information Technology* in 1994 as a vision of how the government can use computers, software and online systems to reduce costs and improve service to Canadians.

This fact sheet outlines one of the ways that **Human Resources Development Canada (HRDC)** is improving service. It is part of a series that describes how the federal government is carrying out the Blueprint.

...

For more information on the *Blueprint in Action* series, please call Daniel Lavoie, Treasury Board Communications, at (613) 957-2428.

This document is also available on the Internet at <http://www.intergov.gc.ca/IGDOCLIB/FEDGOV/biaindex.html>

matches job-seekers with employers, and InterOptions, which can show you how your skills would be suitable in a number of careers.

- For more information about the touch-screen kiosks, please contact John Rath-Wilson, HRDC Kiosk project manager, Human Resources Development Canada, (613) 953-2037.



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Canada

Mise en oeuvre du **Plan directeur**

*Le renouvellement des services aux Canadiens
grâce aux technologies et à l'information*

N° 10

KIOSQUES DE LIBRE-SERVICE À ÉCRAN TACTILE

Le système de libre-service présente deux avantages pour certains programmes fédéraux : il améliore le service aux clients et limite les frais d'administration.

Développement des ressources humaines Canada (DRHC) met en oeuvre la méthode du libre-service dans ses Centres d'emploi du Canada (CEC). Depuis plusieurs années maintenant, les gens qui se rendent à ces centres pour obtenir de l'aide et de l'information sur l'emploi peuvent utiliser les ordinateurs et les logiciels pour chercher du travail ou faire des demandes d'assurance-chômage.

Tout au long de 1996, DRHC améliorera ces outils électroniques de façon à ce que les chercheurs d'emploi et les autres intéressés puissent obtenir des renseignements plus rapidement et plus facilement. Le ministère est en train d'installer des kiosques à «écran tactile» dans les CEC du pays. Comme leur nom l'indique, ces kiosques invitent l'utilisateur à toucher, sur l'écran, la zone correspondant à l'information qu'il désire. Les nouveaux kiosques utiliseront également le son et les graphiques pour le guider vers le type d'information qu'il cherche.

La plupart des nouveaux kiosques seront installés dans les CEC, mais certains le seront dans les bureaux des organismes de services sociaux.

RENSEIGNEMENTS UTILES SUR L'EMPLOI

DRHC est en train d'adapter trois de ses programmes d'information les plus demandés à la technologie de l'écran tactile.

Le premier, la Banque d'emplois, permet d'établir un lien automatique entre les critères que les gens ont en tête lorsqu'ils cherchent un travail, tels que le genre de travail et l'endroit où on l'offre.

Le deuxième, Appli-Touch, permet de déposer une demande d'assurance-chômage. Beaucoup de demandeurs trouvent ce formulaire électronique plus facile à utiliser que l'imprimé. Il permet en outre de limiter le coût du traitement.

Le troisième est Information sur le marché du travail. Alors que la Banque d'emplois renseigne sur les postes offerts, Information sur le marché du travail indique quelles entreprises seraient susceptibles d'engager une personne ayant tels ou tels antécédents professionnels. Même si ces entreprises n'embauchent pas activement, le système peut aider à cibler celles auxquelles le chercheur d'emploi pourrait envoyer son curriculum vitae. Il donne également une bonne idée du genre de professions en demande et de celles qui le sont moins, ce qui peut aider à orienter sa carrière.

Les kiosques de libre-service font plus que fournir des renseignements utiles : ils permettent de libérer les employés des CEC de certaines tâches de sorte qu'ils ont plus de liberté pour aider les gens qui ont des problèmes particuliers.

DRHC a l'intention de rendre les kiosques à écran tactile encore plus utiles en 1997 avec des services comme Échange de main-d'oeuvre électronique, qui permet de mettre en

En 1994, le président du Conseil du Trésor, M. Art Eggleton, présentait le *Plan directeur pour le renouvellement des services gouvernementaux à l'aide des technologies de l'information* comme une vision de la façon dont le gouvernement peut utiliser les ordinateurs, les logiciels et les systèmes de communication en direct pour réduire les coûts et améliorer les services aux Canadiens et aux Canadiennes.

Ce bulletin décrit l'un des moyens choisis par **Développement des ressources humaines Canada (DRHC)** pour améliorer la prestation de ses services. Il fait partie d'une série de bulletins semblables qui exposent la façon dont l'administration fédérale met en oeuvre le Plan directeur.

• • •

Pour en savoir davantage sur la série *Mise en oeuvre du Plan directeur*, veuillez vous adresser à Daniel Lavoie, au service des Communications du Conseil du Trésor, au (613) 957-2428.

Ce document est également disponible sur l'Internet à l'adresse :
<http://www.intergov.gc.ca/IGDOCLIB/FEDGOV/biaindex.html>

rapport les chercheurs d'emploi et les employeurs, et InterOptions, qui permet à l'utilisateur de savoir comment ses compétences peuvent servir dans un certain nombre de carrières.

- Pour plus de renseignements sur les kiosques à écran tactile, veuillez communiquer avec John Rath-Wilson, chef du projet des kiosques de DRHC, Développement des ressources humaines Canada, au (613) 953-2037.



Mise en oeuvre du **Plan directeur**

*Le renouvellement des services aux Canadiens
grâce aux technologies et à l'information*

N° 11

SERVICE ÉLECTRONIQUE D'INFORMATION D'AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA (SEICA)

Le Service électronique d'information d'**Agriculture et Agroalimentaire Canada** (SEICA) permet de trouver facilement l'information dont dispose Agriculture et Agroalimentaire Canada, quand vous en avez besoin et en un seul point. Le SEICA est actuellement un projet pilote dont les usagers sont des agriculteurs, des producteurs d'aliments, des exportateurs, des détaillants et d'autres intervenants de l'industrie de la production alimentaire.

Vous pouvez y accéder sur Internet, par modem ou par téléphone, et obtenir des renseignements sur les politiques, les règlements, les programmes agro-alimentaires fédéraux, la science ou la technologie agro-alimentaires. Où que vous soyez, à Conception Bay (Terre-Neuve) ou Victoria (Colombie-Britannique), vous pouvez avoir accès 24 heures sur 24, sept jours sur sept à ce service d'information bilingue convivial.

DES RENSEIGNEMENTS PROFITABLES

Nombreux sont ceux et celles qui peuvent bénéficier des renseignements toujours actuels qu'offre le SEICA. Les agriculteurs l'utilisent pour s'informer des nouvelles technologies qui peuvent les aider à accroître leurs récoltes, telles que le système d'alerte au mildiou des cultivateurs de pommes de terre du Nouveau-Brunswick. Les exportateurs peuvent obtenir des

renseignements commerciaux ou technologiques pour accroître leurs ventes à l'étranger. Par exemple, ils peuvent en savoir plus long sur un projet coopératif implanté au Manitoba qui utilise les toutes dernières technologies de transformation et d'emballage pour exporter du porc réfrigéré au Japon. De tels renseignements contribuent à améliorer la compétitivité du Canada sur la scène internationale.

Grâce au SEICA, Agriculture et Agroalimentaire Canada peut consulter directement les membres de la communauté agro-alimentaire, ce qui lui permet d'élaborer des politiques qui répondent mieux à leurs besoins.

Enfin, le système étant un service-sur-demande, il permet de réduire les frais d'impression et de courrier et du fait même, les coûts pour les contribuables.

Vous pouvez communiquer avec le SEICA :

sur le World Wide Web d'Internet à l'adresse suivante : <http://www.agr.ca>;

en accédant à Telnet sur Internet : aceis.agr.ca (login: guest);

par télécopie-sur-demande : 1-800-346-2222 (à Ottawa, 523-7995);

par modem : 1-800-234-4410 (à Ottawa, 731-6156).

En 1994, le président du Conseil du Trésor, M. Art Eggleton, présentait le *Plan directeur pour le renouvellement des services gouvernementaux à l'aide des technologies de l'information* comme une vision de la façon dont le gouvernement peut utiliser les ordinateurs, les logiciels et les systèmes de communication en direct pour réduire les coûts et améliorer les services aux Canadiens et aux Canadiennes.

Ce bulletin décrit l'un des moyens choisis par **Agriculture et Agroalimentaire Canada** pour améliorer la prestation de ses services. Il fait partie d'une série de bulletins semblables qui exposent la façon dont l'administration fédérale met en oeuvre le Plan directeur.

• • •

Pour en savoir davantage sur la série *Mise en oeuvre du Plan directeur*, veuillez vous adresser à Daniel Lavoie, au service des Communications du Conseil du Trésor, au (613) 957-2428.

Ce document est également disponible sur l'Internet à l'adresse : <http://www.intergov.gc.ca/IGDOCLIB/FEDGOV/biaindex.html>

Pour obtenir de l'aide, composez le 1-800-410-7104. À Ottawa, composez le 521-5560.

- Pour plus de renseignements sur le SEICA, veuillez communiquer avec Victor Desroches, directeur du projet, au (613) 759-7083.



Blueprint *in Action*

No 11

Renewing services to Canadians through information and technology

AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA ELECTRONIC INFORMATION SERVICE (ACEIS)

Agriculture and Agri-Food Canada's Electronic Information Service (ACEIS) makes it easy to get the Agriculture and Agri-Food information you need, when you need it, all from one source. ACEIS is currently a pilot project. Users include farmers, food processors, exporters, retailers and other people in the food production industry.

Using the Internet, a computer modem or the telephone, you can get information about policies, regulations, federal agri-food programs, agri-science or technology. No matter where you live – from Conception Bay, Newfoundland to Victoria, British Columbia – you can get access to this user-friendly, bilingual system 24 hours a day, seven days a week.

INFORMATION THAT AFFECTS YOUR PROFITS

Many people can benefit from the up-to-the-minute information ACEIS offers. Farmers can find out about new technologies that could increase crop production, such as a blight alert system available to New Brunswick potato growers. Exporters can use timely trade and technology information to increase sales abroad. For instance, ACEIS users can find out about a cooperative project in Manitoba that uses the latest

processing and packaging technology to ship chilled pork to Japan. This type of information can help Canada compete strongly in the international arena.

The system also allows Agriculture and Agri-Food Canada to consult directly with members of the agri-food community. That close contact will help the department develop policies that more clearly reflect the needs of the agri-food industry.

Finally, because information is available electronically, on a "per-request" basis, the system saves taxpayers' dollars by reducing printing and mailing costs.

You can reach ACEIS in many different ways:

The World Wide Web address on the Internet is: <http://www.agr.ca>

The Telnet location on the Internet is: aceis.agr.ca (login: guest).

For fax-on-demand service, please call 1-800-346-2222. In Ottawa, please call 523-7995.

For modem access, please call 1-800-234-4410. In Ottawa, please call 731-6156.

A help desk is available at 1-800-410-7104. In Ottawa, please call 521-5560.

Treasury Board President Art Eggleton presented the *Blueprint for Renewing Government Services Using Information Technology* in 1994 as a vision of how the government can use computers, software and online systems to reduce costs and improve service to Canadians.

This fact sheet outlines one of the ways that **Agriculture and Agri-Food Canada** is improving service. It is part of a series that describes how the federal government is carrying out the Blueprint.

...

For more information on the *Blueprint in Action* series, please call Daniel Lavoie, Treasury Board Communications, at (613) 957-2428.

This document is also available on the Internet at <http://www.intergov.gc.ca/IGDOCLIB/FEDGOV/biaindex.html>

- For more information about Agriculture and Agri-Food's Electronic Information Service, please contact Victor Desroches, ACEIS Project Director, at (613) 759-7083.



CAI TB -B41 Blueprint *in Action*

No 12

Renewing services to Canadians through information and technology

GCNET: PROVIDING TIMELY INFORMATION ABOUT CANADA'S LANDMASS

We live on it, we are nourished by it, we are protected by it – yet we are constantly searching to better understand how our Earth functions.

In the last few years, the demand for access to information about the Earth has increased dramatically. Forest fires, tornados, and floods are just some examples of natural emergencies that demand immediate attention. Man-made disasters such as large oil spills make similar demands. And in the Persian Gulf war, very quick access to reliable information about what was happening played a critical role.

Less dramatic, but still important, is the need to efficiently monitor the path of icebergs or how well crops are growing. And of course there is the constant demand for better and better prediction of what the weather will be like tomorrow and next week.

Timely information about the Earth is of the essence in all these examples, and **Natural Resources Canada** (NRCan) provides a service called GCNet to supply it.

A quarter of a century ago, the U.S. launched the first civilian satellite that took pictures of the Earth. This event marked the birth of the Earth Observation (EO) era.

Many countries operate EO satellites today, including Canada, and helping people use EO data has become a big

industry. The Canadian government provides the basic infrastructure for our EO industry by acquiring, archiving and cataloguing pictures of Canada taken by most of the world's EO satellites. Two kinds of catalogue are generated: a textual catalogue containing a technical description of each picture and a browse catalogue giving a low resolution visual impression of each picture.

GCNet is an online service that provides access to these catalogues and to other related data. Information about Canadian companies that help customers make use of EO data is also provided. The service is a rich mine of information for public and private institutions involved in natural resource management, for example, or urban development.

GCNet can be reached via an InterNet World Wide Web (WWW) address: <http://www.ccrs.nrcan.gc.ca/gcnet/>.

CANADIAN EARTH OBSERVATION NETWORK (CEONET)

GCNet will gradually be replaced by a service called CEONet that will do everything GCNet can do, but in addition it will be more user-friendly and will allow use of the WWW to quickly order, pay for, and accept electronic delivery of EO pictures.

In 1994 the President of the Treasury Board presented the *Blueprint for Renewing Government Services Using Information Technology*, a vision of how the government can use computers, software and online systems to reduce costs and improve service to Canadians.

This series of fact sheets describes how the federal government is carrying out the Blueprint.

...

For more information on the *Blueprint in Action* series, please call Daniel Lavoie, Treasury Board Communications, at (613) 957-2428.

This document is also available on the Internet at <http://www.intergov.gc.ca/IGDOCLIB/FEDGOV/biaindex.html>

Canada is a huge country with a difficult climate, vast natural resources and a very long coastline – yet we have a relatively small population. So EO information is especially important to us. The faster we can get it and the easier it is to use, the better.

- For more information, please contact Terry Fisher at (613) 947-1300.



Mise en oeuvre du **Plan directeur**

*Le renouvellement des services aux Canadiens
grâce aux technologies et à l'information*

N° 12

GCNET : FOURNIR UNE INFORMATION ACTUELLE SUR LA MASSE CONTINENTALE DU CANADA

Nous habitons la Terre, qui nous nourrit et nous protège. Pourtant, les lois de la Nature restent un sujet inépuisable de questionnement.

Ces dernières années, les demandes de consultation de renseignements au sujet de la Terre ont augmenté en flèche. Les feux de forêt, les tornades et les inondations ne sont que quelques exemples de catastrophes naturelles qui exigent une attention immédiate. Les catastrophes attribuables à l'homme, comme les déversements de produits pétroliers, exigent la même attention. Durant la guerre du Golfe Persique, l'accès immédiat à des renseignements fiables au sujet de ce qui se passait était primordial.

La surveillance efficace de la dérive des icebergs ou de la qualité des récoltes revêt une importance moindre, mais néanmoins bien réelle. Et, bien sûr, on demande que les prévisions météorologiques pour le lendemain ou la semaine à venir soient toujours plus précises.

Ressources naturelles Canada (RNC) offre le service GCNet qui peut fournir des renseignements exacts et à jour dans tous ces cas.

Il y a un quart de siècle, les États-Unis ont lancé le premier satellite civil en mesure de prendre des photos de la terre. Cet événement a marqué la naissance de l'ère de l'Observation de la terre (OT).

De nombreux pays, y compris le Canada, se servent aujourd'hui de satellites OT et l'exploitation

des données ainsi produites est devenue une importante industrie. Le gouvernement canadien assure une infrastructure à cette industrie en achetant, archivant et cataloguant les photos du Canada prises par la plupart des satellites OT du monde. Deux types de catalogues sont produits : un catalogue textuel contenant une description de chaque photo et un catalogue visuel qui donne une image à faible résolution de chaque photo.

GCNet est un service d'accès direct qui permet de consulter ces catalogues et d'autres données connexes. Il renseigne en outre sur les compagnies canadiennes qui aident les clients à exploiter les données OT. Il s'agit d'une mine d'information riche pour les institutions publiques et privées qui s'occupent de gestion des ressources humaines ou d'aménagement urbain, par exemple.

On peut consulter GCNet sur l'Internet à l'adresse suivante : <http://www.ccrs.nrcan.gc.ca/gcnet/>.

RÉSEAU CANADIEN D'OBSERVATION DE LA TERRE (CEONET)

GCNet sera éventuellement remplacé par le service CEONet qui fournira les mêmes services que GCNet, mais qui sera plus convivial et permettra de recourir au WWW pour commander, payer et recevoir électroniquement les photos OT.

Le Canada est un immense pays au climat rude, doté d'innombrables

En 1994, le président du Conseil du Trésor présentait le *Plan directeur pour le renouvellement des services gouvernementaux à l'aide des technologies de l'information* comme une vision de la façon dont le gouvernement peut utiliser les ordinateurs, les logiciels et les systèmes de communication en direct pour réduire les coûts et améliorer les services aux Canadiens et aux Canadiennes.

Cette série de bulletins expose la façon dont l'administration fédérale met en oeuvre le Plan directeur.

...

Pour en savoir davantage sur la série *Mise en oeuvre du Plan directeur*, veuillez vous adresser à Daniel Lavoie, au service des Communications du Conseil du Trésor, au (613) 957-2428.

Ce document est également disponible sur l'Internet à l'adresse : <http://www.intergov.gc.ca/IGDOCLIB/FEDGOV/biaindex.html>

ressources naturelles et délimité par de longues frontières côtières – dont la population est relativement peu nombreuse. C'est pourquoi les données OT nous importent particulièrement. Plus nous pourrions les obtenir rapidement et les exploiter facilement, plus nous en bénéficierions.

- Pour obtenir d'autres précisions, veuillez communiquer avec Terry Fisher, au (613) 947-1300.



Blueprint *in Action*

No 13

Renewing services to Canadians through information and technology

NEW INTERNET SITE PROVIDES EASY WAY FOR COMPUTER USERS TO FIND GOVERNMENT INFORMATION

Whether you're looking for an inventory of research projects from Agriculture and Agri-Food Canada, the average yearly rainfall in St. John's, Newfoundland, or the province that contains the most northern sand dunes in the world (Saskatchewan), you'll find the answer by accessing the "Canada site" — the federal government's primary Internet site on the World Wide Web — at <http://canada.gc.ca>

The site, launched in December 1995, provides all Internet users with a single electronic access point to general information about Canada and to a wide variety of federal government information and services.

Want information on a particular program? Check the Canada site. Here you will find, among other things, a worker's guide to unemployment insurance. Different initiatives are under way to help you find information easily on specific programs and services.

There are also sources of information relevant to Canadian businesses. Looking to increase your export business on better terms, with fewer risks? Then try the Canadian Commercial Corporation's "Virtual Trade Plaza" for news, guidance and resources.

The Canada site also provides links to other federal government institutions and provincial and territorial governments that have their own Internet sites. You can connect, for example, to Environment Canada's "Green lane on the information highway" for a wealth of information, including the minister's latest speech or the department's most recent news release.

Looking for enrolment statistics from New Brunswick's Department of Education or information on some other province? The Canada site will steer you in the right direction. And the material will be accurate because information on the Canada site is updated regularly.

The Internet offers a cost effective, efficient way to provide information to a growing public. In fact, an increasing number of computer users expect access to government information and services through the Internet. The Canada site has been designed to satisfy these expectations.

Internet users are invited to comment on the site and to suggest ways to improve the services and information offered.

The fiscal challenges facing Canada mean that government has to find more accessible, responsive and affordable ways to deliver services. At the same time, rapid technological change is creating opportunities to deliver services in precisely these ways.

In 1994 the President of the Treasury Board presented the *Blueprint for Renewing Government Services Using Information Technology*, a vision of how the government can use computers, software and online systems to reduce costs and improve service to Canadians.

This series of fact sheets describes how the federal government is carrying out the Blueprint.

• • •

For more information on the *Blueprint in Action* series, please call Daniel Lavoie, Treasury Board Communications, at (613) 957-2428.

This document is also available on the Internet at <http://www.intergov.gc.ca/IGDOCLIB/FEDGOV/biaindex.html>

- For more information about the Government of Canada's Internet strategy, contact Eleanor Zazulak, Senior Policy Analyst, Treasury Board Secretariat, at (613) 957-2538 or at the address Eleanor.Zazulak@tbs-cts.x400.gc.ca



Mise en oeuvre du **Plan directeur**

*Le renouvellement des services aux Canadiens
grâce aux technologies et à l'information*

N° 13

UN NOUVEAU SITE INTERNET OFFRE UN ACCÈS FACILE AUX RENSEIGNEMENTS DU GOUVERNEMENT

Que vous cherchiez la liste des projets de recherche d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le taux de précipitation annuel moyen à St. John's (Terre-Neuve), ou la province où se trouvent les dunes de sable les plus au nord du monde (la Saskatchewan), vous trouverez la réponse au «site Canada» — le principal site du gouvernement fédéral sur le Web, à l'adresse <http://canada.gc.ca>.

Créé en décembre 1995, le site offre à tous les utilisateurs d'Internet un point d'accès électronique unique à des renseignements généraux sur le Canada et sur toute une gamme d'activités et de services fédéraux.

Vous voulez des renseignements sur un certain programme? Consultez le site Canada. Vous y trouverez, entre autres choses, des documents de référence sur l'assurance-emploi. Plusieurs mesures sont en voie de réalisation pour vous aider à trouver facilement des informations sur des programmes et services précis.

Il y a également des sources d'information intéressantes plus particulièrement les entreprises. Vous voulez améliorer votre activité d'exportation, à de meilleures conditions et en prenant moins de risques? Alors rendez-vous à la «Plaza cyber-échange» de la Corporation commerciale canadienne pour vous informer des dernières nouvelles et des ressources disponibles, et pour recevoir des conseils.

Le site Canada offre également des liens avec d'autres institutions fédérales, provinciales et territoriales qui ont leur propre site Internet. Vous pouvez par exemple, vous diriger vers la «Voie verte de l'Autoroute de l'information» d'Environnement Canada pour y trouver toute une moisson de données, y compris le dernier discours du ministre ou le plus récent communiqué du ministère.

Vous avez besoin des statistiques scolaires du ministère de l'Éducation du Nouveau-Brunswick ou de renseignements sur une autre province? Le site Canada vous aiguillera dans la bonne direction. Et la documentation obtenue sera exacte car elle est mise à jour régulièrement.

Internet est un moyen efficace et rentable de fournir de l'information à un public toujours plus nombreux. En fait, un nombre toujours plus grand d'utilisateurs d'ordinateurs s'attendent à trouver sur Internet des renseignements sur les activités et les services du gouvernement. Le site Canada a été conçu de façon à répondre à leurs attentes.

Les utilisateurs d'Internet sont invités à faire des commentaires sur le site et à suggérer des moyens d'améliorer les services et les renseignements offerts.

- Pour plus de renseignements sur la stratégie Internet du gouvernement du Canada, communiquez avec Eleanor Zazulak, analyste principale de politiques, Secrétariat

Les défis financiers auxquels le pays est confronté obligent le gouvernement à trouver des moyens de rendre les services plus facilement accessibles et mieux adaptés, à un coût plus abordable. Au même moment, l'évolution technologique nous offre des possibilités de dispenser les services selon ces critères.

En 1994, le président du Conseil du Trésor présentait le *Plan directeur pour le renouvellement des services gouvernementaux à l'aide des technologies de l'information* comme une vision de la façon dont le gouvernement peut utiliser les ordinateurs, les logiciels et les systèmes de communication en direct pour réduire les coûts et améliorer les services aux Canadiens et aux Canadiennes.

Cette série de bulletins expose la façon dont l'administration fédérale met en oeuvre le Plan directeur.

...

Pour en savoir davantage sur la série *Mise en oeuvre du Plan directeur*, veuillez vous adresser à Daniel Lavoie, au service des Communications du Conseil du Trésor, au (613) 957-2428.

Ce document est également disponible sur l'Internet à l'adresse : <http://www.intergov.gc.ca/IGDOCLIB/FEDGOV/biaindex.html>

du Conseil du Trésor, au (613) 957-2538 ou à l'adresse Eleanor.Zazulak@tbs-cts.x400.gc.ca



Blueprint *in Action*

Government
Publications

No 14

Renewing services to Canadians through information and technology

ELECTRONIC TAX FILING SPEEDS UP PROCESS

CAI
TB
-B41

Canadians who file their income tax returns electronically can usually expect to have their returns and refunds processed within two weeks. That's one reason why Revenue Canada anticipates that more than four million Canadians will file electronically this year — more than twice as many Canadians as in 1993, when EFILE became available nationally.

EFILE is an automated system that makes it possible for tax preparers and accountants to file electronically large numbers of income tax returns with Revenue Canada, through secure communications lines. Due largely to security considerations, there is currently no system in place that allows an individual to file an income tax return electronically from a home computer.

Often within hours, Revenue Canada is able to advise EFILE participants whether the electronic tax returns they transmitted have been accepted and can be processed. Accuracy and efficiency are improved with EFILE because tax returns rejected due to errors can be corrected by the preparer and quickly retransmitted.

With EFILE, Revenue Canada can process more tax data in less time with fewer resources. This technology provides Canadians with a more efficient tax administration, while

ensuring that security is never compromised. Confidentiality of tax data will always be Revenue Canada's most important consideration.

To use EFILE, taxpayers should seek the services of tax preparers or accountants who have registered with Revenue Canada as transmitters. Look for offices that display the EFILE symbol: a distinctive maple leaf and computer diskette.

By using this technology to simplify processes, Revenue Canada is making it easier for taxfilers to file their returns. Tax preparers and accountants appreciate EFILE because it is in tune with the modern office environment — electronic and paperless.

EFILE is one of several Revenue Canada initiatives that will deliver better, less costly and more efficient services to taxpayers. In 1995, Revenue Canada saved \$3.3 million in publishing and mailing costs because Canadians who use EFILE do not have to receive a paper income tax return package.

- For more information, contact the Electronic Filing (EFILE) Coordinator at any Revenue Canada tax services office. Addresses and telephone numbers are listed under "Revenue Canada" in the Government of Canada section of the telephone book.

The fiscal challenges facing Canada mean that government has to find more accessible, responsive and affordable ways to deliver services. At the same time, rapid technological change is creating opportunities to deliver services in precisely these ways.

In 1994 the President of the Treasury Board presented the *Blueprint for Renewing Government Services Using Information Technology*, a vision of how the government can use computers, software and online systems to reduce costs and improve service to Canadians.

This series of fact sheets describes how the federal government is carrying out the Blueprint.

• • •

For more information on the *Blueprint in Action* series, please call Daniel Lavoie, Treasury Board Communications, at (613) 957-2428.

This document is also available on the Internet at <http://www.intergov.gc.ca/IGDOCLIB/FEDGOV/biaindex.html>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Canada

Mise en oeuvre du **Plan directeur**

*Le renouvellement des services aux Canadiens
grâce aux technologies et à l'information*

N° 14

LES DÉCLARATIONS DE REVENUS PRODUITES PAR VOIE ÉLECTRONIQUE ACCÉLÈRENT LE PROCESSUS

En règle générale, les Canadiens qui produisent leur déclaration de revenus par voie électronique peuvent s'attendre à ce qu'elle soit traitée dans un délai de deux semaines, avec ou sans remboursement. C'est l'une des raisons pour lesquelles Revenu Canada prévoit que plus de 4 millions de Canadiens produiront leur déclaration électroniquement cette année — soit plus du double qu'en 1993, lorsque la transmission électronique des déclarations (TED) a été offerte dans tout le pays.

La TED est un système automatisé qui permet aux spécialistes en déclarations et aux comptables de soumettre à Revenu Canada, par voie électronique, un grand nombre de déclarations de revenus au moyen de lignes de communication sûres. Pour des raisons de sécurité surtout, il n'existe actuellement pas de système qui permette à un particulier de produire sa déclaration de revenus électroniquement à partir d'un ordinateur domestique.

Il ne faut souvent pas plus que quelques heures à Revenu Canada pour être en mesure d'informer les spécialistes en déclarations et les comptables que le Ministère accepte les déclarations de revenus transmises aux fins de traitement. La TED améliore l'exactitude et l'efficacité, puisque les déclarations rejetées pour cause d'erreur peuvent être corrigées et retransmises rapidement.

Grâce à la TED, Revenu Canada peut traiter plus de données fiscales en moins de temps et avec moins de

ressources. Cette technologie offre aux Canadiens une administration fiscale plus efficace, tout en préservant la sécurité en tout temps. La confidentialité des données sera toujours le principal souci de Revenu Canada.

Pour utiliser la TED, les contribuables doivent faire appel aux spécialistes en déclarations ou aux comptables qui se sont inscrits auprès de Revenu Canada comme spécialistes en transmission. Comment les reconnaître? Ils affichent le symbole de la TED, qui est composé d'une feuille d'érable et d'une disquette d'ordinateur.

Avec cette technologie, le Ministère facilite la tâche aux contribuables au moment de produire leur déclaration de revenus. Les spécialistes en déclaration et les comptables apprécient la TED parce qu'elle va de pair avec un milieu de travail moderne, qui favorise la technologie électronique au détriment du papier.

La TED fait partie d'un ensemble de mesures que prend Revenu Canada en vue d'offrir aux contribuables des services qui soient de meilleure qualité, moins coûteux et plus efficaces. En 1995, le Ministère a économisé 3,3 millions de dollars de frais de publication et de poste, étant donné qu'il n'a pas eu besoin d'envoyer aux personnes qui utilisent ce système la trousse de déclaration sur support papier.

- Pour plus de renseignements, on peut communiquer avec le coordonnateur de la transmission électronique des déclarations d'un bureau d'impôt de Revenu Canada.

Les défis financiers auxquels le pays est confronté obligent le gouvernement à trouver des moyens de rendre les services plus facilement accessibles et mieux adaptés, à un coût plus abordable. Au même moment, l'évolution technologique nous offre des possibilités de dispenser les services selon ces critères.

En 1994, le président du Conseil du Trésor présentait le *Plan directeur pour le renouvellement des services gouvernementaux à l'aide des technologies de l'information* comme une vision de la façon dont le gouvernement peut utiliser les ordinateurs, les logiciels et les systèmes de communication en direct pour réduire les coûts et améliorer les services aux Canadiens et aux Canadiennes.

Cette série de bulletins expose la façon dont l'administration fédérale met en oeuvre le Plan directeur.

• • •

Pour en savoir davantage sur la série *Mise en oeuvre du Plan directeur*, veuillez vous adresser à Daniel Lavoie, au service des Communications du Conseil du Trésor, au (613) 957-2428.

Ce document est également disponible sur l'Internet à l'adresse : <http://www.intergov.gc.ca/IGDOCLIB/FEDGOV/biaindex.html>

Les adresses et les numéros de téléphone sont indiqués dans l'annuaire téléphonique, sous la rubrique «Revenu Canada», dans la section réservée au gouvernement du Canada.



Blueprint *in Action*

Government
Publications

No 15

Renewing services to Canadians through information and technology

PROGRAM PROMOTES SPEEDY BORDER CROSSING

Waiting in a car line-up at a border crossing has become a thing of the past for Canadians participating in the CANPASS-Highway program. The program, launched by Revenue Canada in co-operation with Citizenship and Immigration Canada, is designed to streamline customs and immigration clearance of low-risk frequent travellers at land border crossings. The program currently operates at the Boundary Bay, Douglas, Huntingdon and Pacific Highway border crossings in British Columbia. The government expects to expand the CANPASS-Highway program to Lacolle, Quebec, in April 1996.

Program participants are entitled to a number of privileges, such as entering Canada through special CANPASS express lanes and bypassing the standard interview with a customs officer. Canadian participants importing goods don't need to leave their car. They fill in a traveller declaration card and deposit it as they drive through the express lane. Any duties or taxes are charged to their credit card.

For an annual fee of \$25, Canadian and American citizens and permanent residents who have passed a rigorous background security check qualify for CANPASS-Highway privileges.

Customs inspectors monitor the special CANPASS lane to ensure that only approved travellers use it and that they comply with the terms and conditions of the program. If participants do not comply, their privileges are withdrawn and appropriate penalties applied.

With thousands of travellers crossing our Canadian-American border, the advantages of the CANPASS-Highway program are twofold for Canadians. First, the program allows smoother and faster service for travellers at land border crossings. Second, it leaves more time for enforcement officers to focus on preventing illegal activities such as smuggling.

This CANPASS program is just one result of the Canada/United States of America Accord on Our Shared Border. The Accord sets out initiatives to promote trade, tourism and travel between Canada and the U.S., and to strengthen the enforcement capabilities of both countries at the border. Initiatives under the Accord are also expected to reduce costs for travellers and both governments.

For more information about the CANPASS-Highway program, contact Gary Gulas, Director, Program Development Division, Customs Border Services, Revenue Canada at (613) 952-3907.

The fiscal challenges facing Canada mean that government has to find more accessible, responsive and affordable ways to deliver services. At the same time, rapid technological change is creating opportunities to deliver services in precisely these ways.

In 1994 the President of the Treasury Board presented the *Blueprint for Renewing Government Services Using Information Technology*, a vision of how the government can use computers, software and online systems to reduce costs and improve service to Canadians.

This series of fact sheets describes how the federal government is carrying out the Blueprint.

...

For more information on the *Blueprint in Action* series, please call Daniel Lavoie, Treasury Board Communications, at (613) 957-2428.

This document is also available on the Internet at <http://www.intergov.gc.ca/IGDOCLIB/FEDGOV/biaindex.html>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Canada

Mise en oeuvre du **Plan directeur**

*Le renouvellement des services aux Canadiens
grâce aux technologies et à l'information*

N° 15

UN PROGRAMME POUR ACCÉLÉRER LES FORMALITÉS DOUANIÈRE

Les longues files de voitures aux postes frontière ne sont plus qu'un mauvais souvenir pour les participants canadiens au programme CANPASS-Autoroute. Ce dernier, lancé par Revenu Canada en collaboration avec Citoyenneté et Immigration Canada, vise à rationaliser les formalités de dédouanement et d'immigration aux postes frontière terrestres, pour les voyageurs fréquents présentant peu de risques. Le programme est actuellement en application dans les postes de Boundary Bay, Douglas, Huntingdon et Pacific Highway, en Colombie Britannique, et le gouvernement prévoit l'élargir au poste de Lacolle, au Québec, en avril de cette année.

Les participants ont droit à un certain nombre de privilèges, comme celui d'entrer au Canada par des voies rapides spéciales et d'être exemptés de l'interrogatoire douanier habituel. Les participants canadiens qui importent des marchandises n'ont pas besoin de quitter leur automobile. Ils remplissent une carte de déclaration et la déposent lorsqu'ils passent par la voie rapide. Les droits et taxes éventuels sont portés à leur carte de crédit.

Moyennant des frais annuels de 25 \$, les citoyens canadiens et américains et les résidents permanents qui ont réussi une vérification de sécurité rigoureuse sont admissibles aux privilèges du programme CANPASS Autoroute.

Les inspecteurs des douanes surveillent la voie spéciale CANPASS pour vérifier que seuls les voyageurs autorisés l'empruntent, et que ces derniers respectent les modalités du programme. Dans le cas contraire, leurs privilèges leur sont retirés et une pénalité est imposée.

Compte tenu des milliers de voyageurs qui passent la frontière canado-américaine, les avantages du programme CANPASS Autoroute seront de deux ordres pour les Canadiens. Tout d'abord, bien sûr, un service plus rapide et, deuxièmement, il donnera aux agents plus de temps pour contrer les activités illégales telles que la contrebande.

Le programme CANPASS n'est que l'un des résultats de l'Accord Canada États Unis d'Amérique sur notre frontière commune. L'Accord contient des mesures de promotion du commerce, du tourisme et des déplacements entre le Canada et les États Unis, et prévoit le renforcement des capacités de contrôle des deux pays à la frontière. On s'attend également à ce que d'autres initiatives découlant de l'Accord réduisent les frais pour les voyageurs et les deux gouvernements.

Pour plus de renseignements sur le programme CANPASS Autoroute, communiquez avec Gary Gulas, directeur, Division de l'élaboration des programmes, Services frontaliers des douanes, Revenu Canada, au (613) 952-3907.

Les défis financiers auxquels le pays est confronté obligent le gouvernement à trouver des moyens de rendre les services plus facilement accessibles et mieux adaptés, à un coût plus abordable. Au même moment, l'évolution technologique nous offre des possibilités de dispenser les services selon ces critères.

En 1994, le président du Conseil du Trésor présentait le *Plan directeur pour le renouvellement des services gouvernementaux à l'aide des technologies de l'information* comme une vision de la façon dont le gouvernement peut utiliser les ordinateurs, les logiciels et les systèmes de communication en direct pour réduire les coûts et améliorer les services aux Canadiens et aux Canadiennes.

Cette série de bulletins expose la façon dont l'administration fédérale met en oeuvre le Plan directeur.

...

Pour en savoir davantage sur la série *Mise en oeuvre du Plan directeur*, veuillez vous adresser à Daniel Lavoie, au service des Communications du Conseil du Trésor, au (613) 957-2428.

Ce document est également disponible sur l'Internet à l'adresse : <http://www.intergov.gc.ca/IGDOCLIB/FEDGOV/biaindex.html>



Blueprint *in Action*

No 16

Renewing services to Canadians through information and technology

CAI
TB
-B41

PAYING TAXES ELECTRONICALLY CATCHES ON IN BUSINESS COMMUNITY



Roughly 40,000 large and small companies are now sending their corporate income tax and source deduction payments to Revenue Canada electronically, via financial institutions or payroll service bureaux. Source deductions are payments, such as Unemployment Insurance and Canada Pension Plan payments, that employers deduct from employees' paycheques.

Revenue Canada piloted the electronic funds transfer program in 1992. In 1993, the department electronically processed 50,000 tax and source deduction payments, with a value of \$1.5 billion. In 1995, those numbers grew to nearly 500,000 payments, worth \$10.9 billion. The department expects to process one million such payments electronically in 1996.

Both the government and the private sector save time and money through the electronic funds transfer program. Since information doesn't have to be re-entered from paper forms into the government's computers, the government saves processing costs. And the resulting data are more accurate.

In addition, the government can update clients' accounts more quickly, ensuring that statements issued are accurate and up to date. Businesses will know exactly when funds are removed from their accounts, assisting them in their cash management activities.

The initial transfer of tax data takes place electronically between a business and a financial institution. Further transfers are done between the financial institution's computers and government computers using electronic data interchange (EDI) technology, not the Internet. These organisations use EDI regularly and have ensured that such transactions are secure.

GST RETURNS AND PAYMENTS SENT ELECTRONICALLY

Companies may also send electronically their Goods and Services Tax (GST) returns and payments to Revenue Canada. Between March 1993, when the program was piloted, and December 1995, the department received \$243.4 million in payments and \$722.2 million in requests for refunds. With electronic filing, returns are processed more quickly than they would be using paper forms.

Often, companies with EDI capabilities send their GST returns directly to Revenue Canada. Other companies send returns through their financial institutions or a company that provides EDI services.

- For media enquiries, contact Michel Cléroux, Revenue Canada media relations, (613) 957-3504.

The fiscal challenges facing Canada mean that government has to find more accessible, responsive and affordable ways to deliver services. At the same time, rapid technological change is creating opportunities to deliver services in precisely these ways.

In 1994 the President of the Treasury Board presented the *Blueprint for Renewing Government Services Using Information Technology*, a vision of how the government can use computers, software and online systems to reduce costs and improve service to Canadians.

This series of fact sheets describes how the federal government is carrying out the Blueprint.

...

For more information on the *Blueprint in Action* series, please call Daniel Lavoie, Treasury Board Communications, at (613) 957-2428.

This document is also available on the Internet at <http://www.intergov.gc.ca/IGDOCLIB/FEDGOV/biaindex.html>



Mise en oeuvre du **Plan directeur**

*Le renouvellement des services aux Canadiens
grâce aux technologies et à l'information*

N° 16

LE PAIEMENT DE L'IMPÔT PAR VOIE ÉLECTRONIQUE : UN CONCEPT QUI SÉDUIT LES ENTREPRISES

C'est maintenant par voie électronique qu'environ 40 000 grandes et petites entreprises envoient à Revenu Canada leur déclaration de revenus des sociétés et leurs versements de retenues sur la paie, et ce, par l'intermédiaire d'institutions financières ou d'entreprises de service de paie. Les retenues sur la paie sont des montants, comme les cotisations d'assurance-chômage et les cotisations au Régime de pensions du Canada, que les employeurs déduisent des chèques de paie des employés.

En 1992, Revenu Canada a lancé un projet pilote de transfert électronique de fonds. L'année suivante, le Ministère a traité électroniquement 50 000 versements d'impôt et retenues sur la paie totalisant 1,5 milliard de dollars. En 1995, ce nombre est passé à près de 500 000, représentant 10,9 milliards de dollars. En 1996, le Ministère s'attend à traiter 1 million de paiements de ce genre par voie électronique.

Le gouvernement et le secteur privé économisent du temps et de l'argent grâce au transfert électronique de fonds. Le gouvernement réduit ses coûts de traitement puisqu'il n'est pas nécessaire de réintroduire dans les ordinateurs de Revenu Canada les renseignements inscrits sur les formulaires. Il y a donc moins d'erreurs également.

En outre, le gouvernement peut mettre à jour les comptes des clients plus rapidement, ce qui permet de garantir que les états qu'il leur envoie sont exacts. Les entreprises savent

exactement quand les fonds seront retirés de leurs comptes, ce qui facilite la gestion de leur trésorerie.

Le transfert de données fiscales se fait d'abord entre l'entreprise et l'institution financière, électroniquement. Par la suite, des transferts ont lieu entre les ordinateurs de l'institution financière et ceux du gouvernement au moyen de l'échange de documents informatisés (EDI), et non par l'entremise du réseau Internet. Les institutions financières utilisent régulièrement l'EDI et ont pris les moyens nécessaires pour garantir la sécurité des transactions.

ENVOI ÉLECTRONIQUE DES DÉCLARATIONS ET DES PAIEMENTS DE TPS

Les entreprises peuvent également envoyer leurs déclarations et leurs versements de taxe sur les produits et services (TPS) à Revenu Canada, par voie électronique. De mars 1993, date de lancement du programme à titre expérimental, à décembre 1995, le Ministère a reçu 243,4 millions de dollars de paiements et des demandes de remboursements totalisant 722,2 millions de dollars. Grâce à la production par voie électronique, les déclarations sont traitées plus rapidement qu'avec les formulaires sur support papier.

Souvent, les entreprises qui ont les moyens technologiques de transmettre des documents par EDI envoient leur déclaration de TPS directement à Revenu Canada. Les autres l'envoient par l'intermédiaire de leur institution

Les défis financiers auxquels le pays est confronté obligent le gouvernement à trouver des moyens de rendre les services plus facilement accessibles et mieux adaptés, à un coût plus abordable. Au même moment, l'évolution technologique nous offre des possibilités de dispenser les services selon ces critères.

En 1994, le président du Conseil du Trésor présentait le *Plan directeur pour le renouvellement des services gouvernementaux à l'aide des technologies de l'information* comme une vision de la façon dont le gouvernement peut utiliser les ordinateurs, les logiciels et les systèmes de communication en direct pour réduire les coûts et améliorer les services aux Canadiens et aux Canadiennes.

Cette série de bulletins expose la façon dont l'administration fédérale met en oeuvre le Plan directeur.

...

Pour en savoir davantage sur la série *Mise en oeuvre du Plan directeur*, veuillez vous adresser à Daniel Lavoie, au service des Communications du Conseil du Trésor, au (613) 957-2428.

Ce document est également disponible sur l'Internet à l'adresse : <http://www.intergov.gc.ca/IGDOCLIB/FEDGOV/biaindex.html>

financière ou d'une entreprise qui offre des services d'EDI.

- Pour plus de renseignements, on peut communiquer avec Michel Cléroux, Revenu Canada, Relations avec les médias, au (613) 957-3504.

